



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Lorraine Fonderie

ZI Les Trembles
54920 Villers-La-Montagne

Références : 2026_0117
Code AIOT : 0006200712

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2026 dans l'établissement Lorraine Fonderie implanté ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure n°2025-0149 du 28/07/2025 qui impose à l'exploitant de notifier sa cessation d'activité et de fournir les documents réglementaires associés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lorraine Fonderie
- ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne
- Code AIOT : 0006200712
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FVM Jinjiang a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 20130192 du 12 juin 2014 modifié à exploiter une installation de fabrication de pièces en aluminium pour l'automobile. Elle a été placée en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce en date du 19 avril 2021. La société Lorraine Fonderie a repris ces activités en procédant à une demande de changement d'exploitant en date du 30/11/2022. La société Lorraine Fonderie a été autorisée à poursuivre les activités anciennement exploitées par la société FVM JINJIANG par arrêté préfectoral n° 2022-1661 de mars 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1	Astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seul le point 1 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 28/07/2025 a été respecté. L'exploitant n'a pour l'instant fourni aucun des documents réglementaires demandés (ATTES SECUR et ATTES MEMOIRE) et la mise en sécurité est partielle (déchets non évacués, absence d'étude de sols).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LORRAINE FONDERIE, dont le siège social est situé 13 avenue Olivier d'Ormesson à Ormesson-sur-Marne, autorisée à exploiter une usine de fabrication de pièces en aluminium moulées sous pression sous le régime de l'autorisation sur la commune de Villers-la-Montagne, est mise en demeure de procéder à la cessation de ses activités, conformément aux articles L. 512-6-1, L. 512-75-1 et R. 512-39 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.</p> <p>Conformément à ces articles, la société Lorraine Fonderie devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • notifier au préfet <u>sous un délai de 1 mois</u> la cessation d'activité. Celle-ci devra indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site ; • fournir à l'Inspection une ATTES-SECUR <u>sous un délai de 2 mois</u>, établie par un bureau

d'études certifié, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité auront été mises en œuvre, et ce, conformément au calendrier établi lors de la notification de la cessation d'activité ;

- fournir à l'Inspection une ATTES-MEMOIRE sous un délai de 5 mois, établie par un bureau d'études certifié, et accompagnée du mémoire de réhabilitation prenant en compte les dispositions de l'article R. 515-75 du code de l'environnement. Elle atteste de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site pour assurer la compatibilité de l'état du site avec l'usage prévu ;
- si nécessaire, fournir à l'Inspection une ATTES-TRAVAUX, établie par un bureau d'études certifié, pour attester de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le Préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation, dès lors qu'ils auront été réalisés. La cessation d'activité ne pourra être réputée achevée qu'une fois que cette attestation aura été transmise à l'inspection des installations classées.

Constats :

Au jour de la visite :

- l'activité n'a pas repris sur le site et aucun élément nouveau, ni visuel, ni documentaire, ne permet de conclure à une reprise éventuelle d'activité, même à moyen terme ;
- l'exploitant a notifié la cessation d'activité par courrier du 4/09/2025 en indiquant des mesures prises pour assurer la mise en sécurité (point 1 de la mise en demeure) : gardiennage 24h/24 et 7j/7, mise en sécurité électrique des équipements et vérification du bon fonctionnement du système de protection incendie;
- aucune ATTES-SECUR n'a été fournie par l'exploitant (point 2 de la mise en demeure) : le délai de 2 mois est donc dépassé;
- aucune ATTES-MEMOIRE n'a été fournie par l'exploitant (point 3 de la mise en demeure) : le délai de 5 mois est également dépassé.

L'exploitant a cependant indiqué qu'un bureau d'études a été mandaté pour réaliser ces deux attestations. Le bureau d'études était d'ailleurs présent lors de la visite d'inspection.

En complément, il convient de noter que la mise en sécurité du site n'est pas complète et ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article R.512.75-1 du code de l'environnement notamment :

- l'évacuation des produits dangereux : plusieurs tonnes de déchets n'ont pas été évacuées (déchets non dangereux : ferrailles, gravats, cartons, palettes... et produits chimiques divers conditionnés en fûts, GRV et pots),
- la surveillance des effets de l'installations sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux : aucune étude de sols n'a été réalisée.

Le point 4 de l'article 1 de la mise en demeure est sans objet à la date de rédaction du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- fournir à l'Inspection une ATTES-SECUR sous un délai de 2 mois, établie par un bureau d'études certifié
- fournir à l'Inspection une ATTES-MEMOIRE sous un délai de 5 mois, établie par un bureau d'études certifié, et accompagnée du mémoire de réhabilitation prenant en compte les dispositions de l'article R. 515-75 du code de l'environnement. Elle atteste de l'adéquation

des mesures proposées pour la réhabilitation du site pour assurer la compatibilité de l'état du site avec l'usage prévu

- si nécessaire, fournir à l'Inspection une ATTES-TRAVAUX, établie par un bureau d'études certifié, pour attester de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le Préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation, dès lors qu'ils auront été réalisés. La cessation d'activité ne pourra être réputée achevée qu'une fois que cette attestation aura été transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois